

Faisons entendre nos revendications **le 23 !**

Le 16 novembre, à l'appel des organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens CGT – FO – Solidaires – UNEF – UNL – FIDL, des dizaines de milliers de salariés mais aussi de privés d'emploi, retraités, jeunes ont manifesté sur tout le territoire pour affirmer qu'ils ne céderont pas sur leurs droits, face à une politique qui favorise les plus riches au détriment des plus pauvres. Ce gouvernement démantèle les droits des salariés du privé et casse le service public en le privant de ses ressources.

De ce point de vue, l'annonce du programme « action publique » 2022 est lourde de conséquences. Il y est clairement annoncé la recherche tous azimuts d'économies drastiques, d'externalisations, de privatisations, d'abandons pur et simple de missions ! Les collègues l'ont bien compris en se mobilisant massivement le 10 octobre, à hauteur de plus de 30 % de grévistes à la DGFIP, à l'appel de l'ensemble des syndicats représentatifs de la Fonction Publique.

Cette politique a une traduction concrète pour la DGFIP : 1600 nouvelles suppressions d'emplois, avec des conséquences dramatiques en termes de conditions de travail, de réalisation des missions, de relation avec les usagers...

De plus, le directeur général s'attaque à nos règles de gestion et veut soumettre à la volonté du directeur local nos affectations. La direction générale veut des agents malléables à merci au fil des suppressions d'emplois et des restructurations.

**EN
GREVE**

C'est tous ensemble que nous pourrons construire les mobilisations nécessaires pour faire changer les choses à la DGFIP, comme pour l'ensemble des salariés !

C'EST POURQUOI LA CGT

ne siègera pas à la première convocation du CTR suppressions d'emplois le 23 novembre (-1600 emplois).

C'EST POURQUOI, LA CGT

vous appelle à décider d'actions sous toutes les formes (interpellation du directeur, rassemblement, pétitions) partout où c'est possible, Y COMPRIS PAR LA GRÈVE LE 23 NOVEMBRE, pour rappeler à nos directions que nous n'acceptons pas le démantèlement sciemment organisé de la DGFIP, la dégradation continue de nos conditions de travail !

Après le 23 novembre, la lutte continue. Ensemble, décidons des revendications à porter et des actions à mener, pour obtenir une DGFIP répondant aux besoins des agents et du service public !

PROJET D'INTERPELLATION DES DIRECTIONS LOCALES

Madame/Monsieur le directeur,

Aujourd'hui 23 novembre se tient le CTR emploi, pour notre département, notre direction c'est de nouveau..... XXX suppressions d'emplois qui sont programmées.

Pour notre département/direction cela signifie clairement que vous allez de nouveau nous présenter de nouvelles restructurations, de nouveaux abandons de missions.

Aujourd'hui, toutes nos missions sont attaquées : du cadastre, à la gestion publique, au contrôle fiscal, à l'informatique: les choix que vous assumez aboutissent aujourd'hui une réduction drastique de l'offre de service public. Pour la CGT ce n'est pas admissible.

D'autant plus que ces choix sont accompagnés d'une réelle volonté de mettre en cause les droits et garanties de nos collègues et de les soumettre à l'arbitraire via les projets de la Direction Générale en matière de mutations et premières affectations.

Pour la CGT ces projets sont inacceptables.

Madame, Monsieur,

LA CGT VOUS RAPPELLE SES REVENDICATIONS :

- ▶ La sortie des politiques de restrictions budgétaires et défendre le service public ;
- ▶ L'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations pour accomplir toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail ;
- ▶ L'abandon le prélèvement à la source toujours annoncé pour 2019 ;
- ▶ La défense et l'amélioration de nos statuts pour permettre à chaque citoyen d'être traité à égalité ;
- ▶ L'augmentation du point d'indice, non à la hausse de la CSG et à tout système de rémunération au mérite (abandon du RIFSEEP) ;
- ▶ Non au rétablissement du jour de carence.



**SUR TOUTES CES QUESTIONS, NOS COLLÈGUES ATTENDENT
DES RÉPONSES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE !**